

Contribution de l'AFORST aux deux consultations de l'ARCEP Sur le très haut débit

Paris, le 5 octobre 2007

RESUMÉ

L'AFORST remercie l'Autorité de lui permettre de participer à sa réflexion sur les moyens de favoriser le déploiement de réseaux d'accès en fibre optique et l'émergence d'une offre nationale et concurrentielle de services très haut débit.

Pour ce faire, l'Autorité a publié deux consultations, la première porte sur la situation concurrentielle des fourreaux et leur régulation éventuelle afin d'y déployer des boucles locales à très haut débit, la seconde traite de la mutualisation de la partie terminale des réseaux de fibre optique entre les opérateurs pour limiter les travaux dans les immeubles.

L'AFORST a choisi de répondre par un seul document à ces deux consultations. En effet la segmentation retenue par l'Autorité, qui la conduit à traiter séparément, d'une part, de la partie accès située sur la voie publique, du NRO jusqu'à limite privative de l'immeuble, et d'autre part, de la partie terminale des réseaux (*cad* du pied d'immeuble jusqu'à l'abonné), ne permet pas de prendre en compte l'ensemble des problématiques liées au développement d'une boucle locale optique du Très Haut Débit.

Ces problématiques sont de plusieurs ordres :

- la définition des conditions minimales et cumulatives nécessaires pour structurer le marché de façon concurrentielle ;
- le choix du cadre réglementaire adéquat pour remplir ces conditions et assurer le développement optimal du marché au bénéfice du consommateur ;
- la mise en œuvre rapide des options retenues, étant entendu que leur mise en œuvre tardive compromettrait durablement ce développement et désinciterait les acteurs à investir ;
- enfin, l'intervention du législateur lorsqu'elle est nécessaire.

Le développement de la boucle locale optique du très haut débit emporte des enjeux financiers significativement plus considérables que ceux du dégroupage de la boucle locale cuivre. Par ailleurs, si le modèle du dégroupage et, de manière générale la chaîne de valeur de l'accès au haut débit restent de bons modèles pour faire face à l'évolution des réseaux d'accès vers le FTTH, le fait qu'il s'agisse ici d'accéder à de nouveaux investissements réalisés par l'opérateur historique - et non de partager une infrastructure - ainsi que le choix retenu par ce dernier de déployer une architecture PON, pose de nouvelles questions pour concilier plusieurs impératifs :

- permettre à tous les acteurs de lutter à armes égales pour développer sur le marché les nouvelles offres THD, en évitant la constitution d'un monopole du câblage en fibre des immeubles et de l'accès à ces immeubles,
- permettre à l'opérateur historique de bénéficier d'un retour sur investissement équitable compte tenu du risque d'investisseur plus important que dans le cas de la paire de cuivre.

1. De la définition des conditions minimales et cumulatives nécessaires

Le scénario que semble privilégier l'Autorité, d'une offre d'accès aux seuls fourreaux de France Télécom assortie d'offres actives de type bistream est une option insuffisante pour organiser une concurrence efficace au bénéfice du consommateur.

L'AFORST alerte très formellement l'Autorité sur l'insuffisance des mesures qui pourraient être prises sur cette seule base alors qu'il est essentiel pour les acteurs d'avoir accès à une offre de fibre noire permettant la mutualisation au niveau du NRO.

La mise en place d'un droit d'accès au génie civil ne résoudra pas le fait que France Telecom est et restera dans une situation toujours plus avantageuse que celle de ses concurrents du fait des avantages induits par l'exploitation de la boucle locale qu'il a reçu en héritage. La maîtrise de cette infrastructure essentielle, son intégration verticale et les avantages matériels et immatériels dont ils bénéficient du fait de l'exploitation de son ancien monopole lui donneront un pouvoir de marché sur l'ensemble des marchés dépendant en aval de l'accès à cette infrastructure. France Telecom pourra notamment opposer a posteriori des arguments techniques de faisabilité, de capacité, pour refuser l'accès. Autant d'arguments qui lui donneront un avantage temporel déterminant, au détriment des opérateurs concurrents désireux de poser une fibre.

Ainsi, si l'Autorité ne prend pas des mesures appropriées, France Telecom sera en mesure de rétablir son monopole sur la boucle locale de façon durable voire irréversible.

Cette situation justifie à elle seule, l'adoption de mesures visant à créer dès le départ les conditions d'une véritable concurrence par les seuls mérites. L'Autorité doit prévenir toute forme de préemption des effets de levier associés à cet héritage reçu par l'opérateur historique à son seul profit et organiser la "mutualisation" de son utilisation. En d'autres termes, il s'agit de l'obliger à garantir le passage de fibres dédiées à des opérateurs tiers dans son génie civil. .

Une telle obligation permettra de rétablir les conditions du jeu de la concurrence par les seuls mérites, de diminuer le coût de déploiement de la fibre, d'accélérer son déploiement et ce au profit du consommateur.

Dans ces conditions, l'AFORST attire particulièrement l'attention de l'Autorité sur certaines conditions impératives pour une offre **d'accès fibre effective, à savoir** :

- a) Une obligation de pose de fibres surnuméraires, a minima sur le segment NRO pied d'immeuble, compte tenu de l'architecture PON retenu par l'opérateur historique sur laquelle

- des logiques de pré-investissement et/ou co-investissement si nécessaire peuvent être trouvées.
- b) une offre d'accès à ces fibres surnuméraires dans des conditions opérationnelles et tarifaires acceptables ;
 - c) une offre complémentaire de fibre de raccordement au niveau du backhaul optique (liaison NRA et NRO) ;
 - d) les conditions de colocalisation ou de localisation distante des équipements des opérateurs tiers dans les bâtiments qui abritent les NRO de l'opérateur historique et en pied d'immeuble.

2. Du cadre réglementaire approprié

L'AFORST regrette que les deux textes de consultation n'aient pas plus clairement privilégié le scénario qu'elle estime le mieux à même de remplir les conditions minimales et cumulatives qui viennent d'être évoquées, à savoir :

Une régulation asymétrique de la boucle locale passive de France Télécom fondée sur la définition d'un marché du dégroupage élargi aux réseaux très haut débit ; c'est-à-dire dire l'imposition d'une obligation simultanée d'accès aux fourreaux et aux câbles – fibre ou cuivre - de France Télécom sur sa boucle locale.

Cette régulation doit permettre l'accès des opérateurs tiers aux immeubles fibrés par France Télécom en imposant à ce dernier la pose de capacités surnuméraires de fibres noires dans des conditions de financement équitables évoquées ci-après dans le document.

Tout autre scénario conduirait inévitablement à une reconstitution du monopole d'accès de France Télécom, aujourd'hui à peine entamé par le dégroupage, et à l'impossibilité pour les consommateurs et les entreprises de choisir leur fournisseur dans un nombre significatif d'immeubles.

Le scénario qui semble en effet être privilégié par l'Autorité, au prix du reste d'une segmentation artificielle du réseau de France Télécom, d'une régulation restreinte aux fourreaux de France Télécom, éventuellement assortie d'offres actives de type *bistream* est une option insuffisante pour organiser une concurrence efficace au bénéfice du consommateur, c'est-à-dire :

- une concurrence par les infrastructures qui est la seule à permettre une forte différenciation technique et tarifaire des offres et donc l'émergence d'offres innovantes tant du point de vue des usages que du point de vue commercial.
- une concurrence susceptible de créer un marché intermédiaire permettant de faire entrer sur le marché de détail des fournisseurs de services sans réseaux (simple revente), étant entendu que l'indépendance des plateformes de services dans les architectures NGN peut donner une chance à des « *pure players* » de proposer des innovations supplémentaires sans encourir les frais irrécouvrable liés aux investissements de dégroupage ;
- une concurrence qui, en reproduisant le dispositif mixte entre dégroupage et *bistream* tel qu'il a été mis en œuvre pour le haut débit, créerait l'échelle d'investissement (*ladder of investment*) nécessaire au développement du THD, celle qui a permis le succès du haut débit et l'explosion de ses usages en France

3. De la mise en œuvre des mesures opérationnelles nécessaires

3.1 Offre de fourreaux :

Il est nécessaire de mettre en œuvre :

- une procédure d'éligibilité sur la base d'une cartographie précise des capacités de fourreaux disponibles de France Télécom permettant aux opérateurs tiers de programmer un déploiement a minima à l'échelle d'un quartier ;
- des procédures de contrôle contradictoire : possibilité pour les opérateurs tiers de visiter sur le terrain les chambres et d'auditer les réservations de France Telecom pour le compte de ses propres déploiements ;
- le droit pour les collectivités locales d'accéder aux mêmes informations

3.2 Offre de fibre noire jusqu'au pied d'immeuble :

En sus de procédures d'éligibilité rapides et comparables à ce qui viennent d'être décrites, le dégroupage de la fibre dans une architecture PON requiert que l'opérateur qui déploie le premier de la fibre dans une zone :

- pose de fibres noires surnuméraires sur le segment NRO pied d'immeuble *ab initio* ou le cas échéant à la demande des opérateurs tiers ;
- mette à disposition ces fibres aux opérateurs tiers concernés ;
- et fasse une offre complémentaire de raccordement optique du NRO au NRA.

3.3 Mutualisation du câblage interne des immeubles :

Dans la mesure où l'opérateur primo-accédant à un immeuble met à disposition son câblage interne en fibre, il doit s'engager à :

- si ce n'est pas déjà fait, réaliser pour le compte des opérateurs tiers le raccordement du palier au logement du consommateur ;
- maintenir l'ensemble de ce câblage et assurer la gestion du référentiel permettant de repérer et de gérer l'activation d'une fibre au profit de l'opérateur retenu par le client ;
- informer le propriétaire ou le gestionnaire de l'immeuble des mesures prises pour garantir l'accès des résidents à une offre multi opérateur et réduire les nuisances liées aux travaux d'installation ;
- de ne pas prévoir d'obstacles techniques ou économiques restreignant la fourniture par des opérateurs tiers de services THD à tout type de clients finaux (résidentiels/entreprises) ;
- en tant que de besoin, ne pas s'opposer à l'utilisation de leurs gaines par un opérateur tiers, et lorsque c'est possible, pour le câblage spécifique requis pour les besoins d'une entreprise.

3.4 l'homogénéisation des pratiques de câblage et des équipements :

L'AFORST partage l'avis de l'ARCEP sur le fait qu'une trop grande hétérogénéité des équipements et des process serait susceptible d'obérer considérablement le développement d'un marché national, voire européen, du très haut débit et qu'un effort de standardisation est nécessaire, notamment sur :

- les caractéristiques des fibres et des connecteurs utilisés dans la boucle locale ;
- le mode d'identification des logements adressables ou desservis et les clients ;
- le mode d'identification des points de mutualisation des fibres ;
- les interfaces des systèmes informatiques de commande et de livraison des accès ;
- les procédures de service après vente et de maintenance.

Elle propose à l'Autorité de s'appuyer sur l'Association Q2C (*cf. plaquette jointe*) et sur ses travaux portant sur l'harmonisation des spécifications techniques concernant le câblage en fibre des immeubles pour assurer, en particulier, l'interopérabilité au point de mutualisation des fibres et la compatibilité des choix technologiques faits par les différents opérateurs.

Pour les questions concernant les modes opératoires de la mutualisation et les rapports entre opérateurs afférents, l'AFORST retient la proposition de l'ARCEP de créer un groupe de travail réunissant les opérateurs intéressés afin de spécifier les processus de commandes, d'interconnexion de système d'information.

4. L'intervention du législateur

Enfin l'intervention du législateur est nécessaire :

- pour préparer l'avenir en imposant le câblage en fibre des immeubles neufs sur la base d'un arrêté de spécification techniques reprenant et précisant les normes pertinentes ;
- et pour introduire dans la loi des dispositions sur un « droit à la prise numérique ». Il s'agit en l'état actuel du marché de s'assurer que chaque habitant peut librement choisir parmi les services que les opérateurs sont prêts à offrir dans son immeuble sans contraintes du syndic ou des autres copropriétaires ou habitants.

INTRODUCTION

L'AFORST remercie l'Autorité de lui permettre de participer à sa réflexion sur les moyens de favoriser le déploiement de réseaux d'accès en fibre optique et l'émergence d'une offre nationale et concurrentielle de services très haut débit.

Pour ce faire, l'Autorité a publié deux consultations, la première porte sur la situation concurrentielle des fourreaux et leur régulation éventuelle afin d'y déployer des boucles locales à très haut débit, la seconde traite de la mutualisation de la partie terminale des réseaux de fibre optique entre les opérateurs pour limiter les travaux dans les immeubles.

L'AFORST a choisi de répondre par un seul document à ces deux consultations pour les raisons suivantes :

1. d'une part, la réponse à nombre des questions détaillées posées par l'Autorité dans chacune des deux consultations requiert des informations détenues par les opérateurs et non par notre association qui les représente ;
2. D'autre part, la segmentation réseau retenue par l'Autorité, qui la conduit à traiter séparément de la partie accès située sur la voie publique et de la partie terminale des réseaux (*cad* du dernier nœud optique ou du pied d'immeuble jusqu'à l'abonné, via le câblage des immeubles), ne lui semble pas la plus pertinente ;

Sur ce dernier point en effet, il est utile de rappeler que la problématique générale qu'il convient de traiter est celle des conditions globales d'accès des opérateurs tiers à l'abonné dans un contexte de substitution progressive des services portés par la paire de cuivre par ceux portés par des câbles de fibres optiques et de quasi monopole de France Télécom sur l'accès.

Or, comme l'Autorité le rappelle elle-même dans ses consultations, il ne servirait à rien pour un opérateur tiers d'accéder au réseau interne en fibre des immeubles déployé par l'opérateur primo accédant à l'immeuble, s'il ne peut pas - pour des raisons économiques et/ou opérationnelles- parvenir au bas de cet immeuble ou plus haut dans le réseau à un point de branchement pour son propre réseau. La réciproque est également vraie dans le cas où il existe une offre de génie civil disponible (non saturé) mais pas de possibilités techniques ou bien d'accord entre les opérateurs sur la mutualisation de l'installation interne à l'immeuble.

De ce fait, l'analyse segmentée de l'accès faite par l'Autorité nous semble comporter des risques forts de mauvaise articulation entre les solutions proposées dans chacune des deux consultations alors que les opérateurs ont besoin avant tout de continuité pour accéder au foyers auxquels ils souhaitent proposer des offres de service très haut débit, continuité que l'opérateur historique est le seul aujourd'hui à maîtriser grâce à son infrastructure physique d'accès présente sur tout le territoire national.

Dans une articulation globale, l'AFORST considère qu'il est plus adapté, pour favoriser le développement du THD, d'envisager (I) dans quelle mesure et dans quelles conditions une régulation asymétrique de l'accès reste nécessaire et appropriée et comment elle devrait être adaptée au contexte THD ? (II) La coopération des acteurs et les conditions d'une régulation

symétrique complémentaire pour l'accès aux immeubles et, (III) L'intervention du législateur là où est nécessaire.

C'est donc à travers ce triple questionnement que l'AFORST propose de répondre aux questions de l'Autorité.

I. LES CONDITIONS REGULATION ASYMETRIQUE APPROPRIEE AU THD

1 Le scénario de régulation asymétrique limité aux fourreaux privilégié par l'Autorité

Dans sa 1^{ère} consultation¹ l'Autorité privilégie *a priori* le champ d'une éventuelle régulation asymétrique aux infrastructures de génie civil (fourreaux).

Après une analyse de substituabilité, elle identifie un marché national de la mise à disposition d'infrastructures de génie civil pour le passage des câbles de communications électroniques dans la boucle locale.

Sur ce marché, que l'Autorité identifie comme pertinent, elle considère ensuite que France Télécom dispose d'une puissance de marché significative rendant nécessaire une régulation sectorielle de l'accès à ses fourreaux de nature, selon l'Autorité, à favoriser la concurrence et l'investissement tout en évitant une régulation « *lourde* ».

L'Autorité semble donc privilégier un scénario qui consisterait en la définition d'un nouveau marché pertinent des fourreaux de communications électroniques en vue d'une éventuelle régulation de ce marché, et ce même si, en toute fin de consultation elle mentionne trois autres scénarii qu'elle ne développe absolument pas.

Le dernier de ces scénarii ayant fait l'objet d'une publication tardive pour prendre en compte les réflexions en cours de la Commission européenne sur la révision de la Recommandation relative aux marchés pertinents.

Ce choix ne nous semble pertinent ni en droit, en en opportunité.

1.1 Pertinence en droit de la délimitation d'un marché de fourreaux

La démarche de l'Autorité souffre d'un certain nombre de lacunes qu'elle évoque du reste elle-même.

Ainsi, en matière de délimitation de marché (**Cf. question 4**), elle ne conclut pas à l'exclusion des galeries des égouts visitables tout en reconnaissant : « *« Que la mise à disposition des égouts visitables appartienne ou non au même marché que la mise à disposition de fourreaux, cette option est, en tout état de cause, susceptible d'exercer une pression concurrentielle sur les offres de fourreaux ».*

Cette position qui n'a pas de sens en termes d'analyse de marché

S'agissant de qualifier comme pertinent le marché des fourreaux de réseaux de communications électroniques, si le critère de barrières à l'entrée peut être raisonnablement

¹ « La situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques et leur régulation éventuelle »

retenu, la conformité aux deux autres critères dont la présence est exigée par le droit communautaire est plus contestable.

En particulier, s'agissant du 3^{ème} critère de pertinence, l'Autorité ne peut se contenter d'affirmer sans la moindre démonstration que le droit de la concurrence serait insuffisant à garantir l'accès à une infrastructure essentielle, alors que ce principe est issu précisément du droit commun de la concurrence et qu'il a été plusieurs fois appliqué par l'Autorité de concurrence nationale².

Du reste, il faut se demander comment l'Autorité entend articuler, avec ses propositions de régulation ex ante, la demande de mesures conservatoires devant le Conseil de la concurrence faite récemment par un opérateur tendant à obtenir de France Télécom une offre d'accès à ses fourreaux compatible avec un déploiement massif du THD.

Enfin, il n'est pas certain qu'en l'état actuel du droit, une qualification du marché des fourreaux comme un marché sectoriel des communications électroniques soit effectivement possible. Le fait que la définition de l'accès en vertu de l'article 2 de la directive « accès » (et non la directive « cadre » comme l'a écrit par erreur l'Autorité, p. 6 de sa consultation) inclut l'accès à l'infrastructure physique, ne fait pas des infrastructures de génie civil un marché de communications électroniques.

Du reste, ceci est tellement vrai que les projets de révision des directives du paquet des télécoms proposent d'introduire une modification dans l'article 2 de la directive « cadre » cette fois, permettant d'inclure dans la définition des réseaux de communications électroniques des éléments de réseaux qui pourraient ne pas être actifs.

Enfin, s'agit-il bien d'un marché car il n'est pas à notre connaissance le lieu d'échange marchands sauf dans le cas très particulier et soumis à conditions des offres de fourreaux existantes de France Télécom pour l'application de l'article L 47 du Code des postes et des communications électroniques ou dans les cas, difficilement identifiables, de fourreaux cédés gratuitement par les collectivités à France Télécom dans les ZAC. Quant à l'autoconsommation de France Télécom, elle ne peut-être qualifiée d'échanges marchands³ et ne saurait donc être prise en compte.

En réalité, le marché à considérer constitué par des infrastructures essentielles, au sens du droit de la concurrence, est bien celui de l'ensemble des infrastructures passives de la boucle locale, sur lequel, et pour remédier à la puissance de France Télécom sur ce marché, il est nécessaire aujourd'hui d'associer aux remèdes de l'accès à la paire de cuivre celui de l'accès à la fibre et au génie civil.

² Cf. p 68 dans la partie « Etudes Thématiques » du rapport d'activité 2002 du CC

³ Cf. Avis du Conseil de la concurrence n° 05-A-03 du 31 janvier 2005 relatif à une demande d'avis présentée par l'Autorité de Régulation des Télécommunications en application de l'article L. 37-1 du code des postes et communications électroniques.

1.2 Pertinence en opportunité de privilégier, une action sur les fourreaux (Question 8)

L'objectif que les opérateurs partagent avec l'Autorité, est de voir se créer les conditions d'un développement rapide et concurrentiel du Très Haut Débit. Cet objectif requiert que les opérateurs tiers puissent jouer à armes égales avec l'opérateur historique et que celui-ci ne prenne pas une avance irrattrapable par ses concurrents du fait de l'avantage manifeste que lui confère un patrimoine de fourreaux hérité de l'ancien monopole et desservant la grande majorité des foyer français.

Or, la seule régulation des fourreaux de France Télécom est insuffisante pour atteindre cet objectif, compte tenu (i) de l'avance déjà prise par France Télécom en termes de déploiement, (ii) de l'absence d'une information fiable sur la disponibilité des fourreaux non saturés ainsi que de la saturation réelle de certains d'en eux. Elle est enfin insuffisante (iii) pour rationaliser et optimiser les investissements des opérateurs de façon à éviter le surinvestissement dans les zones denses au détriment des zones les moins denses, ce qui reviendrait à créer *ab initio* les conditions d'une nouvelle fracture numérique des territoires.

(i) Premier constat : France Télécom - et le câble dans une moindre mesure - déploient aujourd'hui des réseaux d'accès optiques dans toutes les grandes et moyennes villes françaises en s'appuyant sur leurs infrastructures de boucle locale existantes. De leur côté les deux opérateurs tiers ADSL qui ont initié des déploiements FTTH sont confinés aux quelques villes dans lesquelles ils peuvent utiliser des égouts visitables ou dans lesquelles ils bénéficient d'un partenariat avec des collectivités locales qui ont déployé des infrastructures d'accès (Sipperec, le CU de Nancy ou Montpellier), faute d'avoir eu accès aux infrastructures de l'opérateur historique.

Le seul moyen de rattraper cette avance de l'opérateur historique dans les villes où les opérateurs tiers ne sont pas présents, est de pouvoir bénéficier d'un accès à des fibres surnuméraires déployées par France Télécom en même temps que les fibres correspondant à ses besoins propres sur le segment NRO pied d'immeuble.

(ii) Second constat : la cartographie et la disponibilité des fourreaux de France Télécom, bien qu'existant partiellement dans les bases 102 et 103 mentionnées par l'Autorité, seront longues, voire impossible à obtenir, alors même que cette information préalable est absolument nécessaire pour permettre aux opérateurs tiers de concevoir leur plan de déploiement et d'investissement. De surcroît,

- les capacités de fourreaux disponibles n'assureront certainement pas une continuité au niveau du quartier, échelle minimum d'un déploiement économiquement efficace ;
- l'expérience de la mise en œuvre de l'offre LGC DPR peut conduire à douter de la capacité de France Telecom à gérer un volume massif de demandes d'accès à ses fourreaux ;
- enfin, une utilisation efficace de la ressource rare que constituent les fourreaux de France Telecom supposerait une gestion prévisionnelle de l'occupation des alvéoles et non le simple constat au jour le jour de la disponibilité d'un parcours. Il est à noter que, de ce point de vue, France Telecom possède un avantage incommensurable

puisqu'elle réalise régulièrement des opérations de regroupement de câbles cuivre pour libérer les alvéoles dont elle a besoin.

Si cette information sur la cartographie et la disponibilité des fourreaux de France Télécom n'existe pas, la mise en œuvre d'un programme national de mise à jour des bases données nécessaires (*option 1* de l'Autorité) prendra plusieurs années (à titre d'exemple, l'ARCEP se réfère aux 3 ans que devrait prendre la mise en œuvre d'un tel programme au Portugal).

Quant aux deux autres options suggérées par l'ARCEP, l'expérience prouve qu'elles ne fonctionnent pas, à moins pour la première d'être sérieusement aménagée :

- *option 2* : Un processus d'études d'éligibilité au cas par cas à l'instar de celui mis en œuvre par France Télécom pour l'offre de liaison fibre optique (LFO) est inadapté à un déploiement initial et massif⁴. De surcroît, faut-il rappeler ici que, alors que cette offre fut prescrite dans une décision de l'ARCEP⁵ du 19 mai 2005, en septembre 2007, après que l'Autorité ait engagé contre France Télécom une procédure de sanction sur le fondement de l'article L. 36-11 du Code des postes et des communications électroniques, une part importante des demandes des opérateurs tiers ne trouve pas de réponses satisfaisantes.
- *option 3* : la possibilité pour l'opérateur tiers d'effectuer par lui-même des relevés de disponibilité sur le terrain est une solution qui devra être mise en place et serait-ce que pour satisfaire le principe d'un contrôle contradictoire des capacités réelles de génie civil disponible. Toutefois, sa mise en œuvre effective suppose d'éviter que ne se reproduisent d'anciennes pratiques de France Télécom qui s'est souvent abritée derrière ses obligations de service universel et de sécurité pour interdire l'accès à ses chambres dites sécurisées ou bien y a toujours mis des conditions d'une excessive lourdeur opérationnelle et financière.

Toutefois, dans l'attente de l'aboutissement d'un programme national de mise à jour des bases de données destinée à répertorier les disponibilités de fourreaux et leur emplacement, ces 2 options doivent rester ouvertes.

La fourniture d'une information complète sur la disponibilité des fourreaux et/ou des fibres optiques de France Télécom, dans les zones où les opérateurs tiers souhaitent déployer, est un préalable en l'absence duquel, ces derniers ne pourront s'engager dans un déploiement massif du THD compte tenu de la lourdeur des investissements requis et des risques inhérents aux nouveaux services (niveau de consentement à payer très bas des consommateurs, des incertitudes inhérentes au développement de nouveaux usages et de

⁴ Pour mémoire LFO a conçu pour étendre la couverture géographique du dégroupage, alors que celle-ci stagnait autour de 50% des foyers compte tenu des investissements non rentables à faire pour raccorder les répartiteurs éloignés. En aucun, et indépendamment de son succès, elle ne fut le facteur déclencheur de l'explosion du haut débit en France.

⁵ Décision n° 05-0277 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 19 mai 2005 portant sur les obligations imposées à France Télécom en tant qu'opérateur exerçant une influence significative sur le marché de gros de l'accès dégroupé à la boucle locale cuivre et à la sous-boucle locale cuivre.

nouveaux modèles économiques et à ce jour restriction ou discrimination dans l'accès aux contenus).

Par ailleurs, et indépendamment de la question de l'information préalable relative à la cartographie des fourreaux disponibles, il est très probable que certains fourreaux soient réellement saturés. De ce point de vue, il est regrettable que l'ARCEP n'ait pas publié avant la clôture de sa consultation les résultats de l'enquête qu'elle mène par sondage, dans 10 villes françaises, sur les capacités disponibles de fourreaux de France Télécom.

(iii) Engager le chantier du THD en minimisant les risques de fracture numérique des territoires

A supposer que France Télécom propose rapidement⁶ une offre de mise à disposition de fourreaux dans des conditions économiques et opérationnelles appropriées à un déploiement THD, en l'absence d'une offre d'accès aux fibres optiques, les opérateurs tiers seront amenés à concentrer leurs investissements dans les zones les plus denses au détriment de l'équipement des zones moins denses. Or, c'est dans ces dernières zones, probablement vierges de tout déploiement THD, que des logiques de co-investissement pour créer de nouveaux fourreaux ou de mutualisation des fourreaux existants seront les plus appropriées.

Par conséquent, l'existence d'une offre d'accès à la fibre déployée par l'opérateur historique est également la garantie d'un déploiement plus équitable du THD sur les territoires.

Pour toutes ces raisons que nous venons d'évoquer, une obligation d'accès imposée à France Télécom sur ses seuls fourreaux ne suffira pas à créer les conditions de développement d'une offre de très haut débit concurrentielle et prenant en compte l'aménagement du territoire.

2 Le bon scénario consiste à imposer simultanément un accès aux fourreaux et aux câbles (optiques ou cuivres) de France Télécom sur la base d'un marché 11 élargi

De l'avis de l'AFORST et de ses membres, avis qui semble avoir été entendu par la Commission Européenne dans son projet de révision de la recommandation sur les marchés pertinents, c'est un mix des options 3 et 4, c'est-à-dire celle d'un marché du dégroupage élargi à l'ensemble des infrastructures passives de la boucle locale de l'opérateur historique (marché 11 élargi) qu'il convient de retenir (**Question 14**) et sur lequel doivent lui être imposées des obligations d'accès à la paire de cuivre, à la fibre et aux fourreaux.

⁶Ici, il est tout même nécessaire de tirer les leçons de l'expérience et de se rappeler qu'il a fallu attendre 3 ans après le « Règlement Dégroupage » pour France Télécom à la suite de nombre de procédures de différend propose une offre de dégroupage partiel viable et plus de 2 ans pour que l'offre LFO réponde peu ou prou aux besoins des opérateurs tiers souhaitant raccorder des répartiteurs éloignés.

En effet pour le marché 4 qui viendrait se substituer à l'ancien marché 11, la Commission Européenne propose la rédaction suivante⁷ :

« Wholesale (physical) network infrastructure access (including shared or fully unbundled access and access to ducts) for the purpose of providing services at a fixed location ».

Cette nouvelle rédaction, qui met en conformité la Recommandation avec le principe de neutralité technologique, est justifiée ainsi dans l'*explanatory memorandum* attaché au projet de recommandation révisée⁸ :

*« In applying remedies, regulators need to find ways to promote the deployment of new and more efficient network architectures while at the same time recognising the investments made by new entrants on the basis of current architectures. National authorities will need to carefully follow and evaluate developments in order to ensure that appropriate access remedies are maintained for the forward-looking periods for which competition is judged to be ineffective, and to avoid undermining or discouraging efficient entry. Remedies such **as duct sharing, access to dark fibre, mandated backhaul from the street cabinet, new forms of bitstream access**, could be considered where these are appropriate ».*

Elle est également conforme à l'analyse faite par l'ERG selon laquelle *“The delivery of existing services through networks using new technology may enhance total welfare as a result of cost reductions. These welfare gains may not be achieved if there is room for re-monopolization of the downstream markets through foreclosure or leveraging”*¹⁰.

Le cadre juridique d'un accès à la fibre permettant un accès aux infrastructures existantes et nouvellement déployées par France Télécom existera donc bel et bien dès la publication de la nouvelle recommandation. Dès lors, compte tenu des difficultés mentionnées au paragraphe précédent, qui rendent très aléatoire la disponibilité d'une offre de fourreaux « sans couture » compatible avec un déploiement rapide et concurrentiel du THD, on comprend mal la démarche de l'ARCEP : « *tendant à privilégier, dans la perspective du très haut débit, une action sur les fourreaux plutôt qu'une régulation lourde* » et pourquoi il faudrait attendre une situation « *dans laquelle la régulation des fourreaux se révélerait insuffisante ?* » pour prendre les remèdes appropriés. **(Question 8)**

Le déploiement de la fibre optique dans la boucle locale n'est qu'une mise à niveau technologique rendue nécessaire par le développement des usages. A ce titre, il n'y a aucune raison de ne pas lui appliquer la solution du dégroupage qui a permis l'explosion du haut

⁷ Draft Commission Recommendation on Relevant Product and Service Markets within the electronic communications sector susceptible to ex ante regulation in accordance with Directive 2002/21/EC of the European Parliament and of the Council on a common regulatory framework for electronic communication networks and services - Brussels, 16.8.2007.

⁸ Commission staff working document - Explanatory note to the commission recommendation on Relevant Product and Service Markets within the electronic communications sector susceptible to ex ante regulation in accordance with Directive 2002/21/EC of the European Parliament and of the Council on a common regulatory framework for electronic communication networks and services - Brussels, 17.8.2007 - SEC(2007)RRR

débit en France. Et il n'y a surtout aucune raison d'attendre de constater l'échec ou l'insuffisance d'une régulation limitée aux fourreaux pour commencer à réfléchir à la mise en œuvre de remèdes complémentaires.

Le risque évoqué selon lequel l'accès à la fibre déployé par l'opérateur historique dévaloriserait son investissement ou désinciterait les opérateurs alternatifs d'investir, là où ce serait techniquement et économiquement possible, est dénué de fondement dans la mesure où il peut être traité par une tarification appropriée de l'accès à la fibre prenant en compte le risque d'investisseur.

Enfin, on comprend mal également pourquoi une régulation asymétrique de la boucle locale élargie à l'ensemble de ces infrastructures passives (fourreaux, fibre et cuivre) serait plus « *lourde* » qu'une régulation limitée aux fourreaux.

Quand à la suggestion de l'Autorité selon laquelle la régulation des fourreaux rendrait par principe inutile la séparation fonctionnelle envisagée par la Commission, c'est mettre au même plan, et à tort, deux outils à vocation très différente. La régulation de l'accès aux fourreaux et aux câbles, qu'ils soient optiques ou en cuivre, a pour objectif de permettre à des acteurs d'avoir accès à des ressources de gros essentielles et non duplicables pour entrer sur un marché de détail, alors que la séparation fonctionnelle est un moyen de renforcer et de contrôler le principe de non discrimination de l'opérateur dominant verticalement intégré.

Du reste, le Portugal, que l'Autorité cite en exemple pour la mise en œuvre d'une obligation d'accès aux fourreaux de son opérateur historique, étudie également la mise en œuvre d'une séparation fonctionnelle de ses activités réseaux et commerciale.

Quant à l'AFORST, elle a toujours considéré que la séparation fonctionnelle est un outil nécessaire pour l'application effective du principe de non discrimination au sein d'un opérateur dominant intégré (en sus de la séparation comptable), autant qu'une façon de simplifier son contrôle et d'accroître la transparence nécessaire à la confiance des acteurs.

Elle se félicite qu'aujourd'hui que la Commission et nombre d'Etat Membres envisagent très sérieusement sa mise en œuvre.

3 Contenu d'une offre d'accès à la boucle locale de France Télécom adapté au THD (Question 12&13)

L'AFORST considère que les 4 obligations génériques prévues par les directives doivent être appliquées à France Télécom sur le marché de l'accès incluant l'ensemble des infrastructures passives constituant sa boucle locale (génie civil, adduction, fibre optique et paire de cuivre). A ce titre, une régulation de l'accès adaptée au développement du THD conduit à imposer à France Télécom les obligations génériques suivantes :

- Une obligation d'accès entendue comme celle de faire droit aux demandes raisonnables d'accès aux infrastructures de génie civil, à la paire de cuivre et aux fibres optiques surnuméraires, ainsi qu'aux informations et ressources associées nécessaires pour rendre cette obligation d'accès afférente effective ;

- Le respect du principe de non discrimination : pour garantir une concurrence par les mérites entre opérateurs, notamment en ce qui concerne les règles d'ingénierie (compte tenu du fait que France Télécom est verticalement intégrée) ;
- La publication d'une offre de référence : il s'agit à la fois de garantir la transparence de l'offre, pour diminuer les coûts de transaction et limiter les cas de discrimination, de limiter l'asymétrie de pouvoir de négociation entre France Télécom et les opérateurs alternatifs, et d'introduire un mécanisme de dissuasion au travers de la faculté de l'Autorité de modifier l'offre de référence ;
- Un contrôle tarifaire rendant obligatoire l'orientation vers les coûts des tarifs des offres de fourreaux et de câbles (cuivre ou fibre⁹) pour garantir un niveau des prix de gros compatible avec des déploiements d'opérateurs alternatifs au niveau de la boucle locale, tout en évitant la captation d'une rente de monopole par France Télécom ; et
- La comptabilisation des coûts et séparation comptable pour limiter les effets de l'intégration verticale de France Télécom, par exemple, par la mise en œuvre de protocoles de cession interne relatifs au génie civil.

Sur les principaux aspects de l'offre régulée, les opérateurs seront sans doute mieux à même de répondre, mais l'AFORST peu d'ores et déjà indiquer ici que cette offre doit prescrire :

- **L'accès aux fourreaux et aux câbles de fibre optique** lorsque l'opérateur a déployé de la fibre optique dans ses fourreaux (sur le segment de l'accès), étant entendu qu'il est essentiel que l'obligation de dégroupage de la paire de cuivre reste en vigueur, pour ne pas compromettre les investissements déjà réalisés par les opérateurs tiers, tout comme les offres de *bitstream* qui restent nécessaires et devront être également adaptées au contexte THD

1. *Pour l'accès aux fourreaux :*

- a) un accès aux adductions d'immeuble et les conditions d'une occupation éventuelle des chambres ; en particulier, les modalités d'accès des équipes techniques de l'opérateur tiers aux chambres, par exemple pour les opérations de tirage, de maintenance, de jarretière, de dérivation ou encore de relevé de disponibilité ;
- b) le niveau du tarif de location de cette occupation. La première référence tarifaire qui vient à l'esprit est celle issue de la partie des coûts relative au génie civil pour le calcul du tarif du dégroupage. Ce calcul conduit à une valeur d'environ 2,4 €/ligne selon le taux de rémunération retenu dans la décision dégroupage de l'ARCEP et d'environ 1,5 €/ligne si on retient 4% pour ce taux, ce qui paraît nettement plus approprié à un investissement de long terme (cf. recommandations du Commissariat au plan dans le rapport du 21 janvier 2005).

⁹ Etant entendu que les modalités de financement de la pose des fibres surnuméraires doivent être équitables pour l'opérateur historique.

Il faut remarquer d'ailleurs que c'est ce taux de 4% que l'Autorité le retient elle-même dans sa modélisation des plans d'affaires relatifs à l'établissement de génie civil par une collectivité.

Malheureusement, un tarif de la location du fourreau par ligne n'est pas sans doute pas le format le plus pertinent, du moins sans modélisation du nombre de foyers desservis par chaque fourreau

D'un autre côté, une tarification, orientée sur les coûts et basée sur le linéaire et les capacités de fourreau occupé est impossible à calculer en l'absence du nombre de fourreaux par artère dans chaque zone considéré. Ce nombre de fourreaux devraient pourtant figurer dans les déclarations de France Télécom au titre de la redevance pour l'occupation du domaine public routier.

- c) le format de tarification (location courte ou longue durée, tarification au fourreau ou à la surface occupée) et les modulations éventuelles (au volume, à la durée, etc.) ;
- d) la nature et le format des informations préalables en ce qui concerne l'emplacement des infrastructures et leur disponibilité, incluant :
 - i. la mise en œuvre d'un programme national de mise à jour des bases de données relatives à la cartographie des capacités de fourreaux disponibles et, dans l'attente de la mise ces bases ;
 - ii. la conduite d'études massives d'éligibilité ;
 - iii. la possibilité pour l'opérateur tiers d'effectuer par lui-même des relevés contradictoires de disponibilité sur le terrain ;
- e) Un cadre permettant la mise en œuvre de travaux de désaturation par différents moyens :
 - i. regroupement ou substitution de câbles ;
 - ii. sous tubage.
- f) les conditions pour assurer un processus de commande et de livraison transparent, rapide et efficace, notamment en ce qui concerne les durées de réservation et de livraison ;
- g) la mise en place d'un contrat de qualité de service (par exemple délais de mise à disposition de l'information et des fourreaux, exactitude de l'information, délais de réparations, pénalités incitatives au respect des obligations de QoS ...)
- h) les règles d'ingénierie, notamment en ce qui concerne l'utilisation des fourreaux partiellement occupés, l'occupation des chambres et les procédures éventuelles de désaturation ; l'AFORST attire l'attention de l'autorité sur le fait que ces procédures de désaturation sont particulièrement importantes pour une œuvre de mise à disposition de fourreaux effective ;
- i) le mécanisme permettant s'assurer la transparence des règles d'ingénierie et le contrôle de leur respect sur le terrain ;
- j) les modalités de comptabilisation des coûts et de séparation comptable, en complément des obligations déjà imposées au titre de la régulation de la paire de cuivre.

2. Pour la pose et l'accès aux câbles de fibre optiques surnuméraires

En substance l'offre de fibres optique devrait avoir le même contenu que celle de fourreaux, à ceci près qu'il faut y rajouter :

- a) Une obligation de pose de fibres surnuméraires au regard de l'architecture PON retenu par l'opérateur historique (**Question 6** de la consultation sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique), cela suppose que l'opérateur historique :
 - i. garantisse la disponibilité de fibres aux opérateurs tiers, *a minima* sur le segment NRO pied d'immeuble :
 - o soit que ceux-ci en aient fait la demande dans le cadre d'une procédure d'appel à intentions de France Télécom permettant aux autres opérateurs de faire connaître leur souhait de déployer un réseau FTTH sur la même zone, et leur besoin en tirage de fibres complémentaires ;
 - o soit, que cette demande intervienne après le déploiement initial de France Télécom qui doit dans tous les cas garantir la disponibilité - ou le cas échéant la pose rendue possible par son ingénierie - des fibres nécessaires à un opérateur tiers qui souhaiterait desservir en FTTH la zone d'immeubles concernée.
 - ii. mette à disposition ces fibres aux opérateurs tiers concernés ;
- b) une offre complémentaire de fibre de raccordement sur le backhaul optique, entre le NRA et le dernier nœud de raccordement optique (NRO) ou jusqu'au pied d'immeuble dans des conditions opérationnelles et tarifaires acceptables ;
- c) les conditions de colocalisation ou de localisation distante des équipements actifs des opérateurs tiers dans les bâtiments qui abritent les NRO de l'opérateur historique (Question 7 de la consultation précitée), étant entendu que les opérateurs sont mieux à même que l'AFORS de préciser « les principales caractéristiques d'une offre d'hébergement adaptée à l'accès au niveau du NRO à une boucle locale fibre : notamment nature des équipements à héberger, taille des baies, capacité et surface au sol, taille et nombre de têtes optique » (Question 12 de la consultation précitée).

Ces 3 conditions sont impératives pour que l'offre d'accès fibre soit effective.

Enfin, pour répondre à la question 8 de l'Autorité dans sa consultation sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique : *A quelles conditions une offre de type bitstream vous semble-t-elle constituer une option de mutualisation satisfaisante des réseaux fibre ? Les technologies actuelles permettent-elle d'envisager une telle offre ?* », l'AFORS et ses membres tiennent très clairement à affirmer que **des offres uniquement de type bitstream seraient une option totalement insuffisante pour organiser une concurrence efficace favorisant l'investissement et l'innovation au bénéfice du consommateur**, c'est-à-dire :

- a) une concurrence par les infrastructures qui est la seule à permettre une forte différenciation technique et tarifaire des offres et donc l'émergence d'offres innovantes tant du point de vue des usages que du point de vue commercial. C'est du reste en

- substance ce que l'Autorité affirme dans la synthèse qu'elle réalise p. 10 de sa consultation sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique ;
- b) une concurrence susceptible de créer un marché intermédiaire permettant de faire entrer sur le marché de détail des fournisseurs de services sans réseaux (simple revente), étant entendu que l'indépendance des plateformes de services dans les architectures NGN peut donner une chance à des « pure players » de proposer des innovations supplémentaires sans encourir les frais irrécouvrable liés aux investissements de dégroupage ;
 - c) une concurrence qui, en reproduisant le dispositif mixte entre dégroupage et bistream tel qu'il a été mis en œuvre pour le haut débit, créerait l'échelle d'investissement (ladder of investment) nécessaire au développement du THD, celle qui a permis le succès du haut et l'explosion de ses usages en France.

A ce propos, nous nous étonnons que l'Autorité, p. 9 de la consultation précitée, dénigre le succès du modèle de dégroupage français en écrivant *« il convient de noter que le succès [du dégroupage] est plus mitigé dans d'autres pays européens »*.

En effet, la majorité des pays européens envient le succès du modèle français du dégroupage. Dans ceux d'entre eux qui ont connu moins de succès pour cette offre d'accès, alors le développement et la pénétration des services haut débit, soit accusent du retard, soit ont été boostées par des mesures plus tardives mais volontaristes des régulateurs concernés pour favoriser le dégroupage (Cf. l'exemple britannique).

Du reste, l'Autorité souligne elle-même que :

« En pratique, l'Autorité note que sur le marché du haut débit le principe d'ouverture des réseaux, à plusieurs niveaux, n'a pas eu d'effet de désincitation à l'investissement. Au contraire, les opérateurs ayant le plus investi sont France Télécom et Neuf Cegetel, qui ont proposé des offres de gros à leurs concurrents.

L'intensité concurrentielle tend à dynamiser le marché et amène donc à raccorder des clients qui n'auraient pas souscrit à l'offre d'un opérateur en monopole. Le meilleur remplissage du réseau génère des économies d'échelle et des revenus sur le marché intermédiaire qui contrebalancent en grande partie les éventuels manques à gagner sur le marché de détail » (cf. p.11 de la consultation sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre).

Enfin, comme dans le cas de l'offre de fourreaux, le niveau du tarif de location la fibre, le format de sa tarification (location courte ou longue durée, tarification au fourreau ou à la surface occupée) et les modulations éventuelles (au volume, à la durée, etc.) constituent des éléments déterminants dans le jeu concurrentiel car un tarif trop élevé ou dissuasif dans sa structure pourrait créer une barrière à l'entrée insurmontable.

S'agissant de nouveaux réseaux, les principes d'accès et de tarification mis en œuvre doivent satisfaire à plusieurs critères :

- ils ne peuvent pas imposer une charge supplémentaire à l'opérateur historique dans des conditions inéquitables ;
- ils doivent lui permettre de bénéficier d'un retour sur investissement prenant en compte un risque d'investisseur plus important que dans le cas de la paire de cuivre ;
- ils doivent également ne pas générer de discrimination entre l'opérateur historique et ses concurrents du point de vue des conditions de cet investissement et, en particulier

prendre en compte les facilités dont bénéficient France Télécom eu égard au patrimoine de fourreaux dont elle dispose pour tirer de nouveaux câbles.

Une procédure d'appel à intentions au moment du déploiement de fibres par France Télécom permettrait aux opérateurs tiers de co-investir dans le tirage de fibres optiques d'accès pour prendre en charge le financement des fibres surnuméraires nécessaires et constituerait un cadre équitable pour l'opérateur historique, tout en permettant à ses concurrents de lutter à armes égales pour développer des offres THD.

Elle a toutefois le défaut d'imposer aux opérateurs tiers de suivre le rythme et la géographie du déploiement de France Télécom et elle comporte des risques de fermeture du marché aux opérateurs qui se lanceraient dans des projets de déploiements FTTH dans le futur.

C'est pourquoi, **il est impératif d'imposer à France Télécom l'obligation de garantir la disponibilité de fibres surnuméraires à tout opérateur tiers qui en ferait la demande,** soit qu'elle ait investi ab initio dans un nombre de fibres surnuméraires suffisants, soit qu'elle garantisse les moyens de tirage de ces fibres supplémentaires à la demande d'un opérateur tiers.

Dans tous les cas une structure tarifaire sous forme d'IRU souscrit pour une longue période aurait le double avantage de sécuriser l'investissement de France Télécom dans des fibres surnuméraires et de donner une visibilité long terme aux opérateurs tiers. En fonction des discussions ultérieures ou de l'évolution des investissements, ceci n'exclut pas de prévoir une part variable, pour prendre en compte la montée progressive en pénétration de l'opérateur tiers.

II. LA COOPERATION DES ACTEURS ET LES CONDITIONS D'UNE REGULATION SYMETRIQUE POUR L'ACCES AUX IMMEUBLES

(En substance questions 1 à 3 de la consultation sur la sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique)

L'AFORST partage la triple préoccupation de l'ARCEP :

- éviter que ne s'instaure dans les immeubles des micros monopoles,
- éviter la multiplication des nuisances liée au câblage des immeubles,
- permettre aux consommateurs de bénéficier dans leur lieu de résidence d'une offre THD plurielle et attractive.

Au regard de ces préoccupations légitimes, elle est consciente que la régulation asymétrique de la boucle locale passive de France Télécom doit être complétée par l'engagement de tous les acteurs présents **les premiers** dans un immeuble, de mutualiser le câblage optique qu'ils ont déployé dans

cet immeuble et en continuité la fibre qu'ils auront déployés jusqu'à leur NRO afin permettre sa desserte plurielle en services THD par plusieurs opérateurs.

Il faut du reste souligner que parmi les offres de mutualisation des opérateurs présentées dans la seconde consultation, seule l'offre de France Télécom ne prévoit pas d'accès à des fibres entre le pied d'immeuble et le NRO.

Nous renvoyons pour le contenu des offres que s'engagent à mettre à disposition les opérateurs tiers au paragraphe supra 3. 2 y compris pour la pose de fibre surnuméraire qui pourrait prendre la forme d'un droit à option de co-investissement d'opérateur tiers au primo accédant à l'immeuble.

Cela dit, dans l'hypothèse nécessaire de la mise en œuvre de la régulation asymétrique de la boucle passive de France Télécom (câbles + fourreaux), la situation est légèrement différente que celle décrite par l'Autorité.

En effet, elle ne concerne que les immeubles auxquels les opérateurs ont pu accéder par l'utilisation des fourreaux de France Télécom, ou de fourreaux tiers, ou encore grâce à la présence de galeries visitables comme c'est le cas à Paris.

Dans cette hypothèse, il se peut que les stratégies de déploiement des différents acteurs conduisent les opérateurs tiers à être présents avant France Télécom dans certains immeubles.

En conséquence, plusieurs scénarii peuvent se présenter qui sont décrits ci après et nécessitent des solutions différentes.

1 Les options de mutualisation

(Questions 4 et suivantes de la consultation sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique)

Scénario 1 : France Télécom est le premier présent en fibre optique dans un immeuble et les opérateurs, par choix ou par nécessité, utilisent des fourreaux appartenant à France Télécom ou à des tiers, ou encore des galeries visitables type égouts de la ville de Paris pour déployer leur propre fibre jusqu'à l'immeuble. Dans ce cas, France Télécom doit s'engager à mutualiser la fibre qu'il a posé dans les immeubles du pied d'immeuble jusqu'à l'abonné avec l'opérateur qui lui en fait la demande ; France Télécom est alors le gestionnaire du boîtier de répartition situé en pied d'immeuble et du référentiel qui permet de faire basculer une fibre d'un opérateur à l'autre pour desservir le même abonné.

Scénario 2 : un opérateur tiers est le premier présent en fibre optique dans un immeuble et, par choix ou par nécessité, il utilise des fourreaux tiers ou des galeries visitables type égouts de la ville de Paris pour déployer sa propre fibre ;

Cet opérateur doit alors s'engager à mutualiser la fibre qu'il a posé dans l'immeuble jusqu'à l'abonné avec tout opérateur qui lui en fait la demande, France Télécom ou un de ses autres concurrents ; Dans cette hypothèse, le raccordement des autres opérateurs doit pouvoir se faire soit en pied d'immeuble (à l'intérieur ou l'extérieur de celui-ci), soit au dernier NRO de l'opérateur primo

accédant et selon l'architecture de réseau qu'il a retenue ; Les deux options de raccordement doivent être proposées, même si dans le cas d'une infrastructure FTTH, la pose d'un boîtier de répartition passif sera à la charge de l'opérateur à l'origine de la demande de mutualisation ;

Dans tous les cas, l'opérateur tiers primo accédant dans l'immeuble est le seul responsable des relations avec le gestionnaire d'immeuble et de la gestion du référentiel, qui permet de faire basculer une fibre d'un opérateur à l'autre pour desservir le même abonné.

Scénario 3 : L'opérateur tiers bénéficie de l'offre d'accès à la fibre surnuméraire par France Télécom compte tenu de l'architecture PON qu'il a retenue et, dans le cadre de la régulation asymétrique justifiée par sa dominance sur le marché de gros de l'accès élargi tel que défini plus haut, le problème de mutualisation dans les immeubles ne se pose pas. France Télécom est le seul interlocuteur des gestionnaires d'immeubles.

La mise en œuvre simultanée de ces 3 scénarios est la seule garantie d'une concurrence effective sur le marché du très haut débit et de nature à faire émerger une offre plurielle couvrant une partie substantielle de la population française sous réserve cependant d'une tarification appropriée.

2 Contenu de l'offre de mutualisation et normalisation

(Question 12 à 16 de la consultation relative à la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique)

Comme l'indique l'ARCEP, une hétérogénéité trop importante des procédures est susceptible d'obérer considérablement le développement d'un marché national, voire européen, du très haut débit.

Par conséquent, un effort de standardisation, voire de normalisation est nécessaire pour assurer l'interopérabilité des choix techniques faits par les différents opérateurs, en particulier au point de mutualisation, mais aussi en tant que de besoin à l'entrée du logement. Cet effort est nécessaire non seulement au niveau des équipements mais également des process et notamment en ce qui concerne la gestion du référentiel identifiant les logements desservis par chaque fibre.

Elle propose à l'Autorité de s'appuyer sur l'Association Q2C (cf. plaquette déjà distribuée aux services de l'ARCEP) pour réaliser les travaux portant sur l'harmonisation des spécifications techniques concernant le câblage en fibre des immeubles pour assurer, en particulier, l'interopérabilité au point de mutualisation des fibres et la compatibilité des choix technologiques faits par les différents opérateurs.

Pour les questions concernant les modes opératoires de la mutualisation et les rapports les rapports entre opérateurs afférents, l'AFORST retient la proposition de l'ARCEP de créer un groupe de travail réunissant les opérateurs intéressés afin de spécifier les processus de commandes, d'interconnexion de système d'information.

3 Tarification

Les principes de tarification indiqués *supra* à la fin du paragraphe I 3. 2 nous semble pouvoir s'appliquer à la mutualisation du câblage interne des immeubles.

4 Clauses de réciprocité (Question 11)

L'ARCEP note dans sa consultation que les projets d'offres des opérateurs concernant la mutualisation du câblage interne des immeubles, instaurent un principe de réciprocité et cite en particulier les deux types de clause suivante :

- a) une clause refusant l'accès à la partie terminale du réseau fibre à des opérateurs qui, ayant eux-mêmes équipés des immeubles, ne donneraient pas accès à leur réseau ;
- b) une clause réservant l'accès à l'offre aux opérateurs qui auraient effectivement fibré des immeubles, excluant ainsi les opérateurs n'en ayant pas équipés.

Elle note également que l'offre de France Télécom semble prévoir une clause de réciprocité de nature différente (c) prévoyant des tarifs dégressifs en fonction du nombre d'immeubles qu'un opérateur tiers aurait fibrés et auxquels il lui donnerait accès.

Afin d'inciter les opérateurs tiers au déploiement de la partie verticale des immeubles, des conditions de réciprocité telles que celles proposées par Free et Neuf Cegetel, bien que nécessitant d'être mieux définies, paraissent appropriées.

En revanche, la dernière clause (c) à l'entier et unique bénéfice de devra pas pouvoir figurer dans les engagements réciproques des acteurs de nature à permettre la mutualisation du réseau de fibre déployé dans les immeuble. Les conditions de réciprocité de l'offre France Telecom, qui prennent en compte l'étendue du réseau vertical des opérateurs tiers dans l'élaboration de tarifs spécifiques, ne paraissent pas acceptables. En effet, une telle pratique discriminatoire favoriserait les opérateurs tiers les plus importants, et générerait un « gel » des parts de marché initiales, et donc de la dynamique de marché.

L'AFORST demande donc que soit imposé à France Telecom de reconsidérer les clauses de réciprocité de son offre de mutualisation et de proposer des clauses équivalentes à celles proposées par Free et Neuf Cegetel.

5 Quel cadre de mise en œuvre

(Cf. question 17)

Dans la meilleure hypothèse, l'engagement contractuel des acteurs, dans le cadre d'une corégulation du secteur devrait permettre d'aboutir à la mise en œuvre des 2 premiers scénarios évoqués supra, le premier devant étant par définition réglementaire s'agissant de l'imposition d'une régulation asymétrique à l'opérateur historique

Toutefois, si cette corégulation ne se mettait pas en place rapidement, et dans l'intérêt du secteur et des consommateurs, l'AFORST considère que l'ARCEP serait légitime à imposer par voie réglementaire et sur le fondement des articles L. 34-8 III et D. 99-11 du code des postes et des communications électroniques (CPCE) en vertu desquels l'Autorité peut imposer des obligations aux opérateurs qui " *contrôlent l'accès aux utilisateurs finals* " en vue " *d'assurer [...] l'accès fourni aux services sur d'autres réseaux* " et " *l'interopérabilité des services* ", les obligations de nature à mettre en œuvre ces 2 premiers scénarios.

6 Prise en compte des besoins spécifiques des entreprises

Les offres de mutualisation du câblage en immeuble et d'accès à des fibres de backhaul ne peuvent en aucun cas comporter de clauses restrictives portant sur les services THD supportés par ces fibres et/ou le type de clientèle (résidentiel / SOHO / PME / grandes entreprises) à qui ces services s'adressent.

Elles ne peuvent non plus créer des obstacles techniques ou économiques à l'utilisation par des opérateurs tiers des gaines existantes pour le câblage spécifique destiné à satisfaire les besoins particuliers d'une entreprise.

7 Travaux de normalisation

L'AFORST partage l'avis de l'ARCEP sur le fait qu'une trop grande hétérogénéité des équipements et des process serait susceptible d'obérer considérablement le développement d'un marché national, voire européen, du très haut débit et qu'un effort de standardisation est nécessaire, notamment sur :

- les caractéristiques des fibres et des connecteurs utilisés dans la boucle locale ;
- le mode d'identification des logements adressables ou desservis et les clients ;
- le mode d'identification des points de mutualisation des fibres ;
- les interfaces des systèmes informatiques de commande et de livraison des accès ;
- les procédures de service après vente et de maintenance.

Elle propose à l'Autorité de s'appuyer sur l'Association Q2C (*cf. plaquette jointe*) et sur ses travaux portant sur l'harmonisation des spécifications techniques concernant le câblage en fibre des immeubles pour assurer, en particulier, l'interopérabilité au point de mutualisation des fibres et la compatibilité des choix technologiques faits par les différents opérateurs.

Pour les questions concernant les modes opératoires de la mutualisation et les rapports entre opérateurs afférents, l'AFORST retient la proposition de l'ARCEP de créer un groupe de travail réunissant les opérateurs intéressés afin de spécifier les processus de commandes, d'interconnexion de système d'information.

III. INTERVENTION DU LEGISLATEUR

Du point de vue de l'AFORST, l'intervention du législateur sera nécessaire

- pour préparer l'avenir en imposant le câblage en fibre des immeubles neufs sur la base d'un arrêté de spécification techniques reprenant et précisant les normes pertinentes ;
- et pour introduire dans la loi des dispositions sur un « droit à la prise numérique ». Il s'agit en l'état actuel du marché de s'assurer que chaque habitant peut librement choisir parmi les services que les opérateurs sont prêts à offrir dans son immeuble sans contraintes du syndic ou des autres copropriétaires ou habitants.